Tourisme et travail

De l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)

Sylvain Pattieu

SciencesPo. Les Presses

Extrait de la publication

Sylvain Pattieu

Tourisme et travail

De l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)

2009

SciencesPo. Les Presses

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2013
ISBN numérique : 9782724687262
ISBN papier : 9782724611359
Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

Avec le soutien du CNL Centre national du livre
www.centrenationaldulivre.fr

SciencesPo. Les Presses

Présentation

Le tourisme a longtemps été réservé aux élites sociales. Sa diffusion n'intervint qu'au XXe siècle pour les milieux populaires, grâce notamment aux syndicats qui ont permis à des milliers de salariés de partir en vacances. Ce livre aborde le tourisme sous l'angle syndical et social, à travers l'association Tourisme et travail, proche de la CGT, et sans doute la plus emblématique. Cette expérience témoigne du projet syndical d'éducation populaire dépassant la simple activité de loisir. Des militants se sont spécialisés dans le tourisme, pour en faire un élément de la dignité ouvrière. Mais face aux changements sociaux et culturels, aux modifications des politiques publiques, à la professionnalisation et à la concurrence marchande liée à l'essor du tourisme de masse, le tourisme social a connu évolutions et difficultés. Ce livre croise les histoires des associations de tourisme, des loisirs populaires et du mouvement syndical pour examiner sous un angle nouveau l'espoir, né en 1936, d'un tourisme populaire, social et éducatif.

L'auteur

Sylvain Pattieu – Est agrégé et docteur en histoire. Après avoir enseigné à l'Université Paris-8-Vincennes-Saint-Denis, il travaille au lycée Jean-Rostand de Villepinte (Seine-Saint-Denis).

Extrait de la publication

Table des matières

Remerciements

Liste des sigles

Introduction

- Pour une histoire du tourisme populaire
- Tourisme et milieux populaires
- Pour une histoire décloisonnée des syndicats
- Associations de tourisme social et mouvement syndical
- Pour une histoire sociale du tourisme

I - Aux origines des dispositifs vacanciers syndicaux

Chapitre 1. Tourisme et travail, association pionnière

Les pouvoirs publics et Tourisme et travail

Une refondation associative et syndicale

Chapitre 2. Une association en guerre froide

De l'unité à l'isolement

1948-1954, bataille pour la direction

De 1944 à 1954, plusieurs Tourisme et travail

Chapitre 3. Le tourisme et les confédérations syndicales

Une prise en compte progressive du tourisme

Une conception syndicale commune en matière de tourisme

Chapitre 4. La mise en place de dispositifs vacanciers syndicaux

Les « vases communicants » des rapports syndicats-associations

De la concurrence syndicale à la concurrence des dispositifs vacanciers

Les points de friction entre syndicats et associations

Extrait de la publication

Tourisme social et politique

II - Doctrine, organisation et pratiques

Présentation

Chapitre 5. Forger des représentations du tourisme populaire

Le peuple selon Tourisme et travail

Légitimer le tourisme populaire et en fixer les normes

Un tourisme de combat

Tourisme et travail, syndicat du tourisme

Chapitre 6. La « vie de château »

Légitimer le populaire par le tourisme

Accéder à des espaces d'honneur

Adapter le tourisme populaire aux préoccupations nouvelles

Chapitre 7. Les espaces du tourisme populaire

La France de Tourisme et travail

Paix et rencontres entre les peuples

Voyager en pays socialiste33

Les espaces de l'exotisme

L'Espagne, territoire de la mauvaise conscience

Chapitre 8. Entre association et entreprise

Tourisme et travail, une organisation nationale

À l'échelon local

Après 1954 : une lente reconstruction des AL

Ne pas être un « prisunic des loisirs »

Chapitre 9. Pratiques et vacanciers

Adhérents et vacanciers populaires

Vacances idéales ou vacances désenchantées ?

Extrait de la publication

La réception par les usagers
Fragilités et contradictions d'un projet touristique d'origine syndicale

Chapitre 10. 1981 : Une nouvelle donne Économique et sociale

Des facteurs de fragilisation de Tourisme et travail
Les conséquences contradictoires de la victoire de la gauche
Un ancrage cégétiste confirmé et renforcé
La certitude d'avoir évolué sans « perdre son âme »

Chapitre 11. 1985 : Tourisme et travail en crise

Vers la faillite
Faire face à la crise, un sauve-qui-peut syndical

Conclusion

Sources

- Archives publiques
- Archives départementales de Seine-Saint-Denis
- Archives privées
- Sources imprimées
- Sources orales

Bibliographie

- Approches théoriques et méthodologiques
- Histoire sociale et politique
- Loisirs, tourisme
- Éducation populaire
- Mouvement syndical
- Associations et militantisme
- Filmographie

Extrait de la publication

Remerciements

Remerciements tout d'abord à Danielle Tartakowsky, directrice de ma thèse, pour sa disponibilité à toute épreuve, ses conseils avisés, ses relectures exigeantes mais toujours constructives.
Merci à Laureline Uzel pour avoir toujours su être à mes côtés et pour avoir subi mon travail de thèse.
Merci à ma famille pour sa confiance, pour son soutien affectueux et logistique. Merci tout d'abord à Élisabeth Pattieu-Ginot, Philippe Pattieu et Thibault Pattieu. Merci à Renée Bellanger, Catherine Ginot et Carole Bellanger. Merci à Pierre Ginot pour l'intérêt qu'il a porté à mon sujet. Merci à la famille Uzel.
Remerciements à Claire Andrieu pour ses conseils et son travail d'édition.
Remerciements particuliers à Julien Rochedy pour son soutien sans faille, pour son travail précieux de relecture ; à Florence Johsua, Lilian Mathieu, Matthieu Giroud et Bertrand Réau pour leur aide, relectures et conseils.
Remerciements à toutes celles et ceux qui m'ont accordé des entretiens, particulièrement Alice Boyer et Robert Piumati.
Remerciements au personnel des Archives départementales de Seine-Saint-Denis, des archives de la CGT à Montreuil, des archives de la CFDT, des archives de la CGT-FO, qui ont fait preuve de compétence, de gentillesse, et de disponibilité. Remerciements à Gaëtan Source du Pajep (Pôle des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire).
Remerciements à mes collègues enseignants de l'Université Paris-8-Vincennes-Saint-Denis auprès desquels j'ai eu plaisir à travailler et à apprendre le métier, notamment à mon tuteur de monitorat, Michel Margairaz. Remerciements aussi au personnel administratif de l'université et principalement à celui du secrétariat d'histoire,

Extrait de la publication

Martine Roman, Josiane Martini et Thierry Virginie. Remerciements aux étudiants qui ont suivi mes cours pour leur vivacité et leur intérêt, parce que l'enseignement permet de donner un sens tangible à la recherche. Remerciements à mes collègues et aux élèves du lycée Jean Rostand de Villepinte, avec lesquels travailler et enseigner est un plaisir.

Merci à Jean-Louis Triaud, qui m'a donné le goût de la recherche. Merci à Caroline Douki pour ses judicieux conseils après les concours. Merci pour son amitié et son soutien à Jean-Claude Guilhembet.

Remerciements aux membres de mon jury de thèse pour leurs conseils et leurs critiques stimulantes.

Merci à Axelle Brodiez et Hugues Pollastro pour les échanges et les idées développés notamment au cours des séminaires de Paris-8-Vincennes-Saint-Denis. Merci à Françoise Tétard et Samuel Boussion pour les colloques très stimulants qu'ils ont organisé. Merci à Saskia Cousin pour m'avoir invité aux séminaires de l'EHESS, merci à Nadège Chabloz, Céline Cravatte, Emmanuelle Peyvel et Sébastien Roux pour les échanges que nous y avons eus. Merci à Marion Fontaine et Serge Dandé pour les documents qu'ils m'ont fournis.

Remerciements pour leur aide diverse, notamment informatique, de traduction ou de relecture, à Sophia Banoudi, Nicolas Barreyre, Céline Barthonnat, Emmanuel Bellanger, Vanessa R. Caru, Sébastien Chauvin, Nadia Crespin, Charlotte De L'Escale, Frédéric Falzon, Jérémie Foa, Véronique Grandjacques, Simon Grivet, Soraya Guenifi, Elias Habchi, Jalal Haddad, Julien Hage, Sarah Maugain, Paul-Emmanuel Pasquali, Marie-Pierre Ponpon, Tristan Poullaouec, Perrine Prévost, Barbara Prost, Marie Rombaldi, Philippe Tuffet.

Remerciements à ceux que j'ai moins vu pendant la thèse et qui ne m'en ont pas voulu, Jean-Michel Amitrano, Audrey Bertrand, Fabien Besson, Coline Casanova, Isabelle Cavallo, Marion Cavallo, Sylvain Cherkaoui, Marie Chevassut, Thomas Danglot, Géraldine Decory, Bobbi-Jo Dobush, Cédric Durand, Wassim El Golli, Vincent Gay, Jean-

Extrait de la publication

Sébastien Giraud, Jean Krivine, Anne Légier, Tiphaine Lieutaud, Linda Lougaro, Chieko Manaka, Maya Michalon, Carine Montarras, Irène Nlandu, Emre Öngün, Pierre Puchot, Pierre Rouzaud, Annemette Schultz, Julien Schwartz, Cécile Seguin, Lisa Ternon, François Van Opstal, Fabien Villedieu.

Enfin, remerciements à mes enseignants de classe préparatoire littéraire du lycée Paul Cézanne à Aix-en-Provence, qui m'ont beaucoup appris, m'ont donné conseils et confiance, particulièrement au regretté M. Lacroix, à M. Chehenne, M. Heyraud, Mlle Mireur, et mon enseignant d'histoire, M. Warion.

Extrait de la publication

Liste des sigles

ABC :	Association bourguignonne culturelle
AGS :	Association pour la gestion du régime de garantie des salariés
AL :	Association locale
Ancav :	Association de coordination des association de villages de vacances
ANCV :	Agence nationale pour le chèque vacances
AFJ :	Auberges françaises de la jeunesse
AL :	Associations locales
BITS :	Bureau international du tourisme
CAES :	Comité d'action et d'entraide sociales
CDR :	Camarades de la route
CLAJ :	Centre laïque des auberges de jeunesse
CAEV :	Certificat d'aptitude à l'enseignement de la voile
CAF :	Caisses d'allocations familiales
CAF :	Club alpin français
CCAS :	Caisse centrale d'activités sociales
CCEO :	Comité confédéral des études ouvrières
CCRE :	Centre confédéral de recherche et d'études
CE :	Comité d'entreprise
Cemea :	Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active
CET :	Club européen du tourisme

Extrait de la publication

Cecorel :	Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs
CFDT :	Confédération française démocratique du travail
CFTC :	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGA :	Confédération générale agricole
CGT :	Confédération générale du travail
CGT-FO :	Confédération générale du travail-Force ouvrière
CISC :	Confédération internationale des syndicats chrétiens
CNAF :	Caisse nationale d'allocations familiales
CNPH :	Club nautique populaire havrais
CNT :	Centre national du tourisme
CST :	Conseil supérieur du tourisme
FEN :	Fédération de l'Éducation nationale
FFCC :	Fédération française de camping-caravaning
FFTP :	Fédération française du tourisme populaire
Fnacval :	Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs
FNI :	Fonds national d'investissements
FNMFVP :	Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires
Fonjep :	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
FSGT :	Fédération sportive et gymnique du travail
FSM :	Fédération syndicale mondiale
Ifcase :	Institut de formation des cadres et animateurs socio-éducatifs

Extrait de la publication

Invac :	Investissements vacances
JOC :	Jeunesse ouvrière chrétienne
LFAJ :	Ligue française des auberges de jeunesse
LSR :	Loisirs et solidarité des retraités
LVJ :	Loisirs vacances jeunesse
MFV :	Maisons familiales de vacances
Modef :	Mouvement de défense des exploitants familiaux
MRP :	Mouvement républicain populaire
OAS :	Organisation armée secrète
OCCAJ-TP :	Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse-Tourisme populaire, puis Organisation des camps et activités de la jeunesse-Tourisme populaire
ONT :	Office national du tourisme
PAT :	Pool d'activités touristiques
PCF :	Parti communiste français
PS :	Parti socialiste
RPF :	Rassemblement du peuple français
SCI :	Société civile immobilière
SCIC :	Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations
SFIO :	Section française de l'Internationale ouvrière
Sinvim :	Société d'investissements immobiliers de France
SNH :	Société nautique havraise
SNI :	Syndicat national des instituteurs
SRH :	Société des régates havraises
STAJ :	Service technique des activités de jeunesse

TCF :	Touring-club de France
TEC :	Travail et culture
TT :	Tourisme et travail
UCR :	Union centrale des retraités
UL :	Union locale
UD :	Union départementale
UDSR :	Union démocratique et socialiste de la Résistance
UJFF :	Union des jeunes femmes françaises
UJRF :	Union des jeunes républicains français
UCPA :	Union nationale des centres sportifs de vacances
UNAF :	Union nationale des associations familiales
UNAT :	Union nationale des associations de tourisme
UNCM :	Union nationale des centres de montagne
UPOJ :	Union patriotique des organisations de jeunesse
VLF :	Vacances loisirs famille
VTF :	Vacances tourisme famille
VVF :	Villages vacances familles

Extrait de la publication

Introduction

Les origines aristocratiques des pratiques touristiques, leur diffusion au sein des classes bourgeoises au cours du XIXe siècle et la fonction de distinction de ce tourisme des élites ont fait l'objet de nombreux travaux historiques[1]. En matière de tourisme populaire, les recherches sont plus limitées et souvent centrées sur la date mythique et inaugurale de 1936. Le dossier spécial du *Mouvement social* consacré aux congés payés ne comprend qu'un seul article consacré à l'après-1945 et il traite des négociations collectives et de l'action législative plus que des pratiques[2]. Les ouvrages historiques apportant des éléments sur le tourisme populaire en France dans la deuxième moitié du XXe siècle sont rares et ne constituent pas des études spécifiques de la question[3]. Pourtant tous les travaux reconnaissent que les départs en vacances d'ouvriers furent très limités en 1936 et dans les années postérieures, même s'il n'existe de statistiques nationales précises relatives au tourisme qu'à partir de 1964[4]. La « révolution estivale » évoquée par Antoine Prost, marquée par un développement large du tourisme dans toutes les couches de la population, ne s'accomplit donc qu'après guerre et elle est rendue possible par la forte croissance économique[5].

Si on excepte le moment 1936, l'histoire du tourisme en France a été principalement envisagée sous l'angle d'une histoire culturelle ou des mentalités. Elle est le plus souvent associée à la notion de « culture de masse », comprise comme un « processus de circulation des faits non matériels dans une société », structuré autour de « représentations collectives[6] ». Dans cette perspective, le tourisme est placé du côté de l'immatériel, des représentations et d'une culture commune aux différentes catégories sociales. Les changements

Extrait de la publication

nécessaires pour que les bénéficiaires des congés payés envisagent d'autres loisirs que ceux auxquels ils étaient habitués sont, par exemple, attribués à une « révolution mentale » qui n'épuise pas l'explication du phénomène [7]. Cette appréhension du tourisme en termes de « culture de masse » présente le risque de condamner « sans appel les individus massifiés à la réception massive, passive, docile et crédule [8] ».

Il ne saurait être question ici de dénier la légitimité de l'histoire culturelle à traiter de l'histoire du tourisme, qui relève bien, en partie, d'un imaginaire et de représentations. Elle a le grand mérite de réfuter le « manque de dignité » attaché, selon les canons de la discipline historique, à l'objet loisir en général et tourisme en particulier [9]. Nous entendons toutefois ici mettre davantage l'accent, sur un mode qui se voudrait complémentaire, sur les usages sociaux du tourisme et les pratiques différenciées découlant de cette activité, en souhaitant nous inscrire dans une « histoire sociale des appropriations » et des « consommations culturelles [10] ». Nous allons tenter de mener ce projet en nous interrogeant sur les interactions entre individus, organisations et institutions, par le biais d'une pratique et d'un milieu spécifiques, en analysant la production de projets touristiques par des élites militantes liées au mouvement syndical. Notre objectif est d'inscrire ainsi le tourisme, même si ses produits sont immatériels, dans la constitution d'un marché des biens symboliques, c'est-à-dire dans le social, l'économique et le politique [11].

Pour une histoire du tourisme populaire

« Les congés payés, c'est le Club Méditerranée », déclare Gilbert Trigano dans un documentaire produit en 1996 pour la télévision [12]. Cette affirmation témoigne de la force de la référence à 1936, héritage revendiqué par un des fondateurs du Club Méditerranée, quand bien même l'association des origines s'est transformée en

société commerciale. Il est vrai qu'elle est devenue un véritable symbole des vacances collectives, dont le succès du film *Les Bronzés* constitue l'apothéose cinématographique. Face au raccourci congés payés-Club Méditerranée, et malgré la composition sociologique peu populaire du Club, les décennies d'efforts syndicaux pour développer une politique des loisirs semblent de peu de poids. Pourtant, au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, les principales confédérations syndicales françaises ont pris position sur la question du tourisme. Elles ont mis en place, au moyen d'associations parmi lesquelles la plus connue est Tourisme et travail, proche de la CGT, des dispositifs vacanciers pour organiser les vacances des ressortissants des comités d'entreprise.

L'oubli de cette contribution du mouvement syndical à l'histoire des vacances tend à s'amplifier dans les années 1980 avec la crise du syndicalisme et du monde ouvrier. Dans le domaine du tourisme comme dans d'autres, les ouvriers, et plus largement les milieux populaires, sont devenus « invisibles [13] ». S'ils sont évoqués, c'est en tant que bénéficiaires de la « culture de masse », fondus parmi d'autres dans une catégorie floue. Ils sont alors souvent les victimes du « racisme de l'intelligence », racisme de classe caractéristique des dominants persuadés de leur essence supérieure du fait de leurs titres scolaires et de leur culture [14]. Moutons de la grande « transhumance » vacancière [15], qualifiés par certains de « beaufs » des campings ou des plages, figures héritées des « congés payés » de 1936 dont l'invasion supposée effrayait les bourgeois, ils sont les responsables putatifs des papiers gras, du bruit et autres pollutions touristiques [16]. Spectateurs conformistes et passifs des lieux et monuments obligatoires du tourisme, leurs goûts vulgaires ne leur permettent pas de les comprendre. Ces clichés illustrent à quel point la culture populaire est souvent abordée dans la perspective du manque, du dévoiement, de la domination par rapport à la culture légitime [17].

Dans le cas du tourisme, cet aspect est renforcé par le fait que le tourisme est une invention des élites aristocratiques, qui s'est progressivement diffusée comme une marque de distinction au sein de la bourgeoisie. Les pratiques vacancières n'ont touché les milieux populaires qu'avec la législation sur les congés payés. Or les loisirs sont un des lieux de la production autonome d'une culture populaire « au repos », qui ne se fige pas dans une contestation perpétuelle de la culture dominante : « C'est l'oubli de la domination, non la résistance à la domination, qui ménage aux classes populaires le lieu privilégié de leurs activités culturelles les moins marquées par les effets symboliques de la domination [18]. » L'histoire du carnaval est ainsi celle d'un phénomène festif qui renverse le haut et le bas, subvertit les conventions, échappe plutôt qu'il ne s'oppose à l'encadrement de l'Église ou des institutions. Analyser une activité de loisir permet de ne pas considérer les catégories populaires uniquement par rapport à la domination économique, en termes de manque et de souffrance, ou au contraire en termes de conflits et de révolte, mais aussi par rapport à ce qui constitue des moments de distraction, voire de liberté. Traditionnellement, jusqu'aux années 1980, l'histoire sociale est plutôt focalisée sur le travail, qu'il s'agisse de le considérer à travers son organisation, ses conflits ou ses contraintes. Lors des moments de crise, 1936 ou 1968 par exemple, c'est en lien avec le monde du travail que les catégories populaires font brusquement irruption sur la scène sociale et politique. Le loisir s'inscrit dans un temps plus long, dans une histoire du quotidien des milieux populaires. Il fait partie intégrante du social dans le sens où il représente une dimension importante de la vie des individus. Il peut même davantage constituer pour eux une finalité, en donnant un sens à leur existence, que le monde du travail. L'extension du temps libre conduit le loisir à ne pas constituer un simple élément subsidiaire par rapport au travail mais à compter autant sinon davantage : c'est le cas de la passion, du *hobby*, de la collection ou du « travail à-côté [19] ».

Il serait illusoire de prétendre saisir une culture populaire pure, exempte de toute trace de domination, de tout contact entre le peuple et les élites. À partir de sources exclusivement privées, nous aurions peut-être pu accéder directement aux pratiques des vacanciers populaires, mais dans le cadre du tourisme ces pratiques existent souvent par le biais d'une médiation, d'une organisation. La nécessité de cette organisation, qui laisse peu de place à une expression spontanée du tourisme, ne s'impose pas seulement pour les milieux populaires. Les grands tours des aristocrates aux XVIIe et XVIIIe siècles ne sont pas menés au hasard mais le fait d'aller et revenir s'inscrit dans « des usages et des symboliques de l'espace [20] ». De la même manière, il est difficile d'envisager le tourisme populaire sans intermédiaires, qu'ils soient marchands ou associatifs, même si la dimension de liberté potentiellement décelable dans l'étude des loisirs s'en trouve relativisée. En France, avant le vote de la loi en 1936, les adversaires des congés payés les ont toujours accusés d'être prétexte à l'oisiveté et à la paresse, tendance supposée naturelle des catégories populaires. À l'inverse, leurs partisans les justifiaient par la nécessité de « donner un contenu à cette liberté nouvelle ». En France, « catholiques, socialistes, communistes, syndicalistes et patrons éclairés partageaient l'idée que les congés payés constituaient un temps privilégié d'éducation du peuple [et que] le temps libre ne devait pas seulement être occupé, mais aussi encadré [21] ». Le mouvement syndical constitue un des intermédiaires chargés de cette fonction d'encadrement et un tel intérêt pour le tourisme n'allait pas de soi. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, il se traduit par la mise en œuvre d'un projet vacancier centré sur de hautes ambitions d'éducation populaire et de prise de conscience politique à travers les loisirs. Il s'agit donc de s'intéresser aux loisirs populaires au travers des vacances, ou plutôt d'un certain type de vacances, organisées par l'intermédiaire des associations de tourisme liées aux confédérations

Extrait de la publication

syndicales françaises. Tout comme certaines élites bourgeoises de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle avaient prétendu, à travers le Touring-club de France, s'approprier et diffuser ce loisir aristocratique qu'était le tourisme, des élites syndicales et associatives ont eu pour ambition d'être les porte-parole fidèles des intérêts touristiques populaires et de définir à leur tour ses normes, ses buts et ses espaces [22].

En ce sens, privilégier l'étude du loisir ne conduit pas à écarter toute dimension politique mais à l'atteindre par un autre biais. À partir des acteurs et de leurs pratiques, du sens qu'ils leur donnent, le loisir permet de considérer non ce qui se donne comme directement politique mais ce qui produit du politique. Les vacances contribuent, de fait, à l'acquisition d'un capital culturel, fournissent des éléments de distinction. Elles sont à ce titre un élément des luttes de classement des différents groupes sociaux [23]. Elles appartiennent au registre des luttes symboliques et participent à une histoire sociale du politique. Même s'ils peuvent être le lieu d'une tension entre individu et collectif plus forte que dans le travail, les loisirs populaires participent à la production d'un groupe, à une unification symbolique, capable de faire émerger une identité collective dans des milieux populaires souvent moins intéressés par la politique partisane, institutionnelle. Cette identité collective à travers le loisir s'inscrit dans ce que Stéphane Beaud et Michel Pialoux désignent comme une histoire incorporée, « qui contribue à fabriquer des personnalités sociales et des générations sociales [24] ». Plusieurs fois, doctorant sommé de décliner le sujet de mes recherches, souvent considéré par avance comme obscur, j'ai été agréablement surpris d'entendre mes interlocuteurs s'exclamer : « Tourisme et travail ? Mais bien sûr ! Je connais bien, mes parents étaient à la CGT, je partais en vacances avec cette association ! » Les vacances avec une association comme Tourisme et travail ont donc participé, parmi d'autres éléments, à définir des « générations sociales » liées à

Extrait de la publication

sensibilité ou une option syndicale autre que CGT », car « comment justifier valablement auprès d'eux qu'une partie des ressources prélevées sur les produits, puisse servir à payer des militants d'autres organisations et qui plus est, d'une seule d'entre elles ? ».

Des conflits peuvent aussi opposer localement les deux organisations amies. C'est notamment le cas dans le parc de Valmont, un des « espaces d'honneur » dont l'association est fière. En février 1980, l'UD CGT de la Seine-Maritime et le comité de coordination syndicale de la CGT de la Chimie demandent à l'AL TT du Havre d'utiliser le parc pour une fête en direction des jeunes travailleurs et syndicalistes [159]. Un concert de « pop musique » doit avoir lieu dans le cadre d'une « grande journée nationale de syndicalisation à la CGT [160] ». L'UD CGT de Seine-Maritime justifie sa demande en affirmant que « Tourisme et travail et la CGT, c'est la même chose », et qu'« il est temps que Tourisme et travail aide la CGT [161] ». Face à une demande aussi directe, l'AL du Havre refuse, craignant de « faire la part belle aux adversaires du parc » en leur donnant l'« occasion de lui coller l'étiquette CGT ». Elle défend sa conception d'une « association autonome indépendante » et argue du caractère difficilement « maîtrisable » d'un rassemblement de jeunes en concert, avec des « risques de provocation [162] ». L'affirmation directe et sans précautions d'une subordination de l'association au syndicat entraîne ce refus catégorique. En décrivant aussi crûment les rapports qui régissent les deux organisations, l'UD CGT de Seine-Maritime brise l'illusion de l'autonomie associative, ce que les dirigeants locaux de Tourisme et travail ne peuvent accepter. Le principal problème est toutefois financier. L'AL de Lens est mise en difficulté par l'embauche d'un permanent issu du syndicalisme, pour lequel huit mois de salaire sont à rembourser [163]. Les effets de la déclaration commune du 6 octobre 1981 doivent ainsi être envisagés parmi les causes de la faillite de l'association. Il serait naïf de penser que le type de relation financière ici décrit naît en 1981 avec la déclaration commune. De telles pratiques sont sans doute

Extrait de la publication

antérieures et les flux financiers liés à l'existence d'associations de service sont un des éléments d'interaction avec les confédérations syndicales. Mais après 1981 les transferts financiers semblent avoir pris une ampleur sans équivalent auparavant.

La certitude d'avoir évolué sans « perdre son âme »

En 1983, Tourisme et travail se félicite d'avoir mieux que d'autres su « résister à la crise tout en restant elle-même [164] ». Cette satisfaction est en décalage avec la temporalité nouvelle, marquée par la crise, et le changement de politique des pouvoirs publics en matière de tourisme social. Les mesures mises en place par la gauche sont révélatrices d'une orientation davantage tournée vers des aides individualisées pour ceux qui n'ont pas accès au tourisme. Le chèque-vacances, « nouveau maillon de la chaîne des aides à la personne », est avant tout un chèque loisirs [165]. Ceux qui les reçoivent ont le libre choix de son utilisation et, plus que le tourisme social, « c'est surtout le tourisme commercial qui en bénéficie [166] ». Ils constituent une aide à la personne qui risque d'« éloigner une clientèle familiale jusqu'ici relativement captive du tourisme social [167] ». L'usage de ce qui était perçu comme une avancée sociale est, du point de vue des associations, détourné.

À partir de 1983, les choix impliqués par le tournant de la rigueur du gouvernement de Pierre Mauroy renforcent ces évolutions. Le remaniement gouvernemental du 22 mars 1983 voit disparaître le ministère du Temps libre. Le remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius au poste de Premier ministre prive l'association des relations privilégiées entretenues par son président avec le chef du gouvernement. Dans le même temps se produit un « désengagement financier des pouvoirs publics et des grands organismes sociaux [168] ». Les aides de l'État et de la CNAF diminuent « brutalement à partir de 1983 [169] ». La CGTFO observe « une

Extrait de la publication